

Perdre la Terre

Une histoire
de notre temps

Nathaniel Rich

**La décennie où nous avons failli
arrêter le changement climatique
et pourquoi nous n'avons rien fait**

Seuil | Éditions
du sous-
sol

PERDRE LA
TERRE

Une
enquête de

Nathaniel
Rich

Du même auteur

Paris sur l'avenir, traduit de l'anglais (États-Unis)
par Camille de Chevigny, 2015,
(Éditions Le Livre de Poche, 2017)

À paraître

King Zeno, traduit de l'anglais (États-Unis)
par Camille de Chevigny

Perdre la Terre

Une histoire de notre temps

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par David Fauquemberg

Nathaniel Rich

Seuil | Édition
du sous-
sol

Titre original
Losing Earth

Le livre a été publié pour la première fois en 2019
par Farrar, Straus and Giroux

© Nathaniel Rich, 2019

Une coédition Seuil | Sous-sol

© Éditions du Seuil, sous la marque Éditions du sous-sol, 2019
pour la traduction française

Les paroles de “The Other Side” sont reproduites avec la permission du compositeur William Dorsey.

“Cassandra” © 1925, 1929, renouvelé 1953, 1957

par Robinson Jeffers, tiré de *The Selected Poetry of Robinson Jeffers* de Robinson Jeffers. Reproduit avec la permission de Random House, une marque et une collection de Penguin Random House LLC. Tous droits réservés.

Page 10, photographie de Gordon MacDonald parue dans le magazine *People* le 3 octobre 1979 © Robert Sherbow-Time Inc

Page 24-25, photographie de Rafe Pomerance © AP Photo / J. Scott Applewhite

Page 123, photographie de James Hansen © NASA Goddard Institute

Page 172-173, photographie de Rafe Pomerance et Daniel Becker à Noordwijk en 1989 © Daniel Becker

Couverture © François-Xavier Delarue

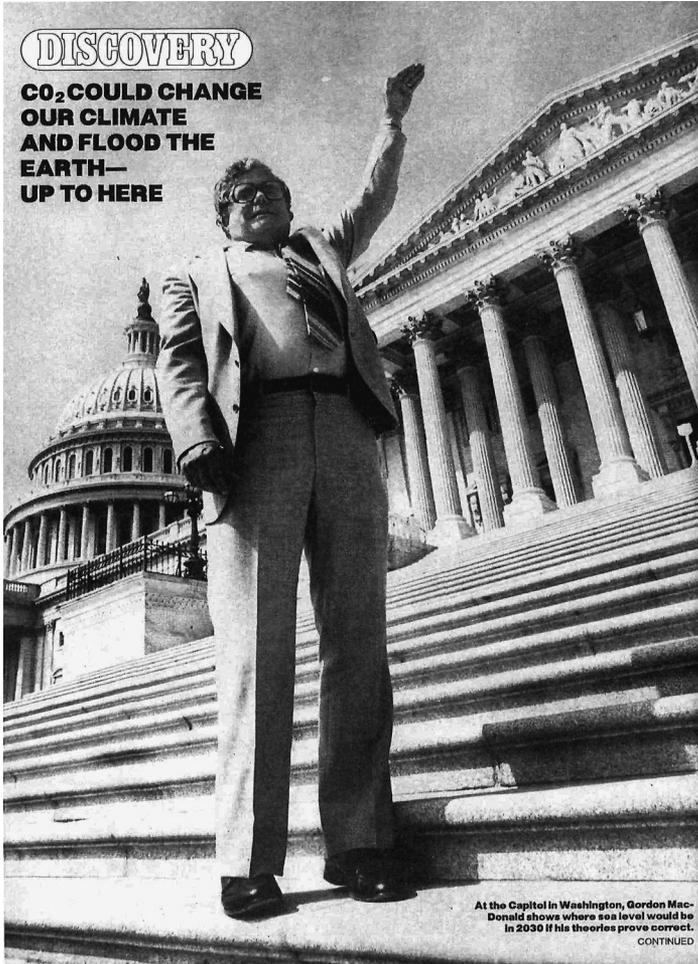
Conception graphique de la maquette intérieure : gr20paris

ISBN : 978-2-02-142184-3

Pour Roman

La sagesse crie dans la rue,
Elle élève sa voix sur la place ;
À l'entrée des lieux bruyants, elle crie ;
Aux portes de la ville, elle fait retentir ses
paroles :
“Combien de temps encore, pauvres naïfs,
chéririez-vous votre entêtement ?
Jusqu'à quand les moqueurs se plairont-ils à la
moquerie
Et les insensés haïront-ils le savoir ?
Prêtez donc attention à mes réprimandes,
Regardez, et je répandrai sur vous mon esprit,
Je vous ferai connaître mes paroles.
Puisque j'ai appelé et que vous n'avez pas écouté,
Que j'ai tendu la main mais que nul n'y a pris
garde ;
Que vous avez négligé tous mes conseils
Et n'avez eu que faire de mes réprimandes,
À mon tour, je rirai quand le désastre vous frappera ;
Je me moquerai quand la terreur vous saisira,
Qu'elle s'abattra sur vous comme une tempête,
Quand le désastre vous emportera tel un tourbillon,
Quand le désarroi et l'angoisse s'empareront de
vous.
Alors ils m'appelleront, mais je ne répondrai pas ;
Ils me chercheront assidûment, mais ils ne me
trouveront pas,
Parce qu'ils ont haï le savoir.”

Proverbes 1,20-29



Gordon MacDonald le 8 octobre 1979 dans *People Magazine* :
“Le CO₂ pourrait altérer notre climat et immerger la Terre jusqu’à cette hauteur.”

INTRODUCTION

L'heure des comptes

À peu près tout ce que nous comprenons du réchauffement climatique à l'heure actuelle était déjà compris en 1979. Et peut-être même mieux compris. Aujourd'hui, près de neuf Américains sur dix ignorent que les scientifiques s'accordent à reconnaître, bien au-delà du seuil du consensus, que les êtres humains ont modifié le climat de notre planète à force de brûler des combustibles fossiles à tort et à travers. Pourtant, dès 1979, les principaux aspects du problème étaient déjà tranchés sans débat possible, et l'attention des spécialistes ne s'attachait même plus aux principes élémentaires de ce phénomène, mais à un affinage de ses conséquences prévisibles. Contrairement à la théorie des cordes ou au génie génétique, l'"effet de serre" – métaphore inventée au début du xx^e siècle – était déjà de l'histoire ancienne, et on le décrivait dans tous les manuels d'introduction à la biologie. Ce phénomène n'avait rien de bien compliqué d'un point de vue scientifique. Il pouvait se résumer à cet axiome : plus il y a de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, plus la planète est chaude. Or, année

après année, en brûlant du charbon, du pétrole et du gaz, les êtres humains déversaient des quantités de plus en plus obscènes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Le monde a connu un réchauffement de plus d'1 °C depuis la révolution industrielle. L'accord de Paris sur le climat – ce traité juridiquement non contraignant, inapplicable et d'ores et déjà enterré, signé en 2016, le jour de la Terre – espérait limiter le réchauffement à 2 °C. Une étude récente estime que nous avons une chance sur vingt d'y parvenir. Si par miracle nous atteignons cet objectif, nous n'aurons à gérer que la disparition des récifs coralliens, une élévation de plusieurs mètres du niveau des mers et le dépeuplement forcé des pays du golfe Persique. Le climatologue James Hansen présente ce réchauffement de 2 °C comme la “certitude d'un désastre à long terme”. Lequel fait désormais figure de scénario le plus optimiste. Car un réchauffement de 3 °C constituerait la certitude d'un désastre à court terme : les glaces de l'Arctique cédant la place à des forêts, l'évacuation de la plupart des grandes villes côtières, une famine à grande échelle. Robert Watson, ancien président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mis en place par l'ONU, affirme pour sa part que ces 3 °C de réchauffement sont le minimum réaliste à envisager. 4 °C : l'Europe connaît une sécheresse permanente ; d'immenses régions de Chine, d'Inde et du Bangladesh se transforment en désert ; la Polynésie est engloutie par l'océan ; le fleuve

Introduction

Colorado se réduit à un filet d'eau. La perspective d'un réchauffement de 5 °C pousse certains des plus éminents climatologues, pourtant peu enclins à l'affolement, à agiter le spectre d'une possible disparition de la civilisation humaine. La cause immédiate n'en sera pas le réchauffement proprement dit – non, nous ne prendrons pas subitement feu pour tous nous retrouver réduits en cendres – mais ses effets secondaires. La Croix-Rouge estime que les situations de crise liées à l'environnement provoquent d'ores et déjà des flux de réfugiés plus abondants que les conflits armés. Famine, sécheresse, inondation des zones côtières et étreinte funeste des déserts en expansion vont forcer des centaines de millions de personnes à s'enfuir pour se sauver. Ces migrations de grande ampleur viendront chambouler des équilibres régionaux déjà précaires, déclenchant des conflits autour des ressources naturelles, des actes terroristes, des déclarations de guerre. Passé un certain point, les deux plus grandes menaces existentielles qui pèsent sur notre civilisation, le réchauffement climatique et les armes nucléaires, briseront leurs chaînes et s'uniront pour se rebeller contre leurs créateurs.

Si le scénario d'un réchauffement de 5 ou 6 °C paraît extravagant, c'est seulement parce que nous partons du principe que nous saurons réagir à temps. Après tout, il nous reste encore plusieurs décennies pour supprimer nos émissions carbone, avant de nous retrouver piégés dans un monde 6 °C plus chaud. Mais des décennies, nous

en avons déjà eu plusieurs – des décennies ponctuées de catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes –, et nous avons fait tout ce qui était possible, ou presque, pour aggraver le problème. Partir du principe que l'humanité sait se comporter de manière rationnelle lorsqu'elle se retrouve confrontée à une menace de mort ne semble plus tellement raisonnable.

Impossible de comprendre nos difficultés présentes et futures sans saisir d'abord les raisons pour lesquelles nous n'avons pas résolu ce problème quand nous en avons l'occasion. Car au cours des dix années qui se sont écoulées entre 1979 et 1989, cette opportunité s'est bel et bien offerte à nous. À un certain moment, les principales puissances mondiales n'étaient qu'à quelques signatures d'instaurer un cadre juridiquement contraignant pour imposer une réduction des émissions carbone – elles en étaient bien plus proches, alors, qu'elles l'ont jamais été depuis. À cette époque, les obstacles sur lesquels nous rejetons aujourd'hui la responsabilité de notre inaction n'étaient pas encore apparus. Les conditions d'un succès étaient si parfaitement réunies qu'on dirait presque un conte de fées, surtout à l'heure où tant de vétérans de la petite armée climatique – les chercheurs, les négociateurs politiques et les militants qui luttent depuis des décennies contre l'ignorance, l'apathie et les pratiques de corruption des multinationales – avouent leur peu d'espoir de pouvoir obtenir ne serait-ce qu'une atténuation du phénomène. Pour

citer Ken Caldeira, éminent climatologue rattaché au Carnegie Institute de l'université Stanford, en Californie : “Nous sommes en train de basculer progressivement d'un mode où nous cherchions à prévoir ce qui va se passer à celui où nous tentons d'expliquer ce qui s'est déjà passé.”

Mais alors, que s'est-il passé ? L'explication la plus commune aujourd'hui met en cause les déprédations de l'industrie des combustibles fossiles, qui au cours des dernières décennies s'est chargée de jouer le rôle du méchant avec une crânerie de personnage de bandes dessinées. Entre 2000 et 2016, l'industrie a ainsi dépensé plus de 2 milliards de dollars, soit dix fois plus que les frais engagés par l'ensemble des associations écologistes, pour contrecarrer les projets de lois liés au changement climatique. Un pan important de la littérature consacrée au climat a dressé la chronique des machinations ourdies par les lobbyistes au service de cette industrie, des pratiques de corruption ciblant quelques scientifiques accommodants et des campagnes de communication orchestrée par les multinationales qui continuent encore aujourd'hui de fausser le débat politique, alors même que les principaux géants du pétrole et du gaz ont depuis longtemps renoncé à leur stupide numéro de déni de la réalité. Mais cette offensive de grande ampleur de l'industrie des énergies fossiles n'a vraiment commencé qu'à la fin des années 1980. Au cours de la décennie précédente, une partie des grandes entreprises pétrolières, y compris Exxon et Shell, se sont sérieusement attachées à évaluer

l'ampleur de la crise, et à envisager de possibles solutions.

Nous nous désespérons aujourd'hui de la politisation des questions climatiques, ce qui est une manière courtoise de décrire l'entêtement insensé du parti républicain à nier l'évidence. En 2018, seuls 42 % des membres de ce parti savaient que "la plupart des scientifiques estiment qu'un réchauffement climatique planétaire est en cours", et cette proportion va s'amenuisant. Le scepticisme à l'encontre du consensus scientifique sur le réchauffement climatique – et avec lui, les doutes affichés sur l'honnêteté des méthodes expérimentales et la réelle poursuite d'une vérité objective – est devenu l'un des credos élémentaires de ce parti. Pourtant, dans les années 1980, bon nombre de membres du Congrès, de membres des cabinets ministériels et de conseillers stratégiques affiliés au parti républicain partageaient avec leurs collègues démocrates la conviction que la crise climatique était l'un des rares sujets gagnants à tous les coups, d'un point de vue politique : un thème non partisan, aux enjeux extrêmement élevés. Parmi ces républicains qui appelaient de leurs vœux la mise en place immédiate d'une politique climatique volontariste et ambitieuse, on peut citer les sénateurs John Chafee, Robert Stafford, et David Durenberger ; William K. Reilly, administrateur de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) ; et même, à l'occasion de sa campagne présidentielle, George Bush Sr. En 1981, Malcolm Forbes Baldwin, président par intérim

du Conseil sur la qualité de l'environnement mis en place par Ronald Reagan, déclarait ainsi à des cadres de l'industrie pétrolière : "Il n'existe pas de sujet plus important ni plus conservateur que la protection de la planète." Un sujet absolument inattaquable, au même titre que le soutien aux militaires et la liberté de parole. Le sort de l'atmosphère concernait même un corps électoral plus vaste encore que ces thèmes-là, formé de tous les êtres humains vivant sur Terre.

L'idée qu'il fallait agir au plus vite était largement acceptée. Au début des années 1980, les experts scientifiques employés par le gouvernement fédéral américain prévoient déjà que des preuves formelles du réchauffement climatique apparaîtraient dans les relevés de température à l'échelle planétaire d'ici la fin de la décennie, et qu'il serait alors trop tard pour éviter le désastre. Les États-Unis étaient, à l'époque, le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre ; plus de 30 % de la population mondiale n'avait pas encore accès à l'électricité. Nul besoin de faire accéder ces milliards d'individus à l'*American Way of Life* pour augmenter de manière catastrophique les émissions mondiales de dioxyde de carbone – une seule ampoule électrique dans un village sur deux suffirait. Un rapport daté de 1980, rédigé à la demande de la Maison Blanche par l'Académie américaine des sciences (NAS), proposait que "la question du dioxyde de carbone soit inscrite à l'ordre du jour international, dans un contexte qui optimisera la coopération et la recherche d'un consensus, et minimisera

les manipulations politiciennes, la controverse et la division”. Si les États-Unis avaient entériné la proposition qui, à la fin des années 1980, bénéficiait d’un large soutien – un gel immédiat des émissions carbone, puis une réduction de 20 % à l’horizon 2005 –, le réchauffement aurait pu être limité à moins de 1,5 °C.

La communauté internationale était en effet parvenue à un large consensus autour d’un dispositif qui devait permettre d’atteindre cet objectif : un traité planétaire juridiquement contraignant. Cette idée avait commencé à faire son chemin dès février 1979, lors de la première conférence mondiale sur le climat de Genève, où les scientifiques de cinquante nations étaient tombés unanimement d’accord sur le fait qu’il était “nécessaire et urgent” d’agir. Quatre mois plus tard, à l’occasion d’une réunion du G7 organisée à Tokyo, les dirigeants des pays les plus riches du monde signèrent une déclaration dans laquelle ils s’engageaient à réduire leurs émissions carbone. Une décennie plus tard, le premier grand sommet diplomatique visant à fixer le cadre d’un futur traité se déroula aux Pays-Bas. Plus de soixante pays y envoyèrent des délégués. Le sentiment des scientifiques et des dirigeants mondiaux était unanime : il fallait passer à l’action, et il appartenait aux États-Unis de prendre la tête de ce mouvement. Mais ils ne l’ont pas fait.

Le chapitre inaugural du changement climatique est déjà refermé. Dans ce chapitre – dont le titre pourrait être “Appréhender” –, nous avons identifié la menace et ses possibles conséquences. Nous

avons débattu des mesures requises pour que notre planète demeure habitable par l'homme : une transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables et le nucléaire, des pratiques agricoles plus sages, une reforestation, l'instauration de taxes carbone. Nous avons envisagé, avec un sentiment d'urgence et un aveuglement de plus en plus marqués, la possibilité de réussir en dépit de tous les obstacles.

Mais nous n'avons pas sérieusement songé à la possibilité d'un échec. Nous comprenions ce qu'une telle défaite signifierait pour les zones côtières, les rendements agricoles, les températures moyennes, les mouvements migratoires et l'économie mondiale. Mais à aucun instant, nous ne nous sommes autorisés à considérer ce que cet échec pourrait signifier pour *nous*. Comment modifierait-il la vision que nous avons de nous-mêmes ? Comment affecterait-il la manière dont nous nous remémorons le passé, dont nous imaginons l'avenir ? Comment les erreurs commises jusqu'ici nous ont-elles d'ores et déjà transformés ? Comment avons-nous pu nous faire ça à nous-mêmes ? Ces questions feront l'objet du deuxième chapitre du changement climatique, qui pourrait s'intituler "L'heure des comptes".

Si nous avons un jour été tout près, en tant que civilisation, de rompre le pacte suicidaire qui nous lie aux combustibles fossiles, le mérite en revient aux efforts d'une poignée d'hommes et de femmes – des chercheurs représentant plus d'une dizaine de disciplines scientifiques, des responsables politiques, des membres du Congrès des États-Unis,

des économistes, des philosophes, des bureaucrates anonymes. Avec à leur tête un lobbyiste hyperactif et un candide chercheur en physique de l'atmosphère qui, au prix d'immenses sacrifices personnels, ont tout fait pour mettre en garde l'humanité contre les menaces qui pesaient sur elle. Ils ont mis en péril leurs carrières respectives pour mener une campagne douloureuse et de plus en plus intense visant à trouver des solutions à ce problème, d'abord par le biais de rapports scientifiques, puis en empruntant les chemins traditionnels de la persuasion politique et, enfin, en ayant recours à une stratégie de dénonciation publique des responsables. Leur combat était habile, passionné, solide. Mais ils ont échoué. Ce qui suit est leur histoire, c'est aussi la nôtre.

Il est gratifiant de se dire que, si nous avons l'occasion de tout recommencer, nous agirions différemment – que nous agirions tout court. On pourrait penser que des personnes raisonnables négociant en toute bonne foi, en se fondant sur un examen approfondi des données scientifiques et une estimation sincère des conséquences sociales, économiques, écologiques et morales d'une asphyxie de notre planète, se mettraient forcément d'accord sur un plan d'action. On pourrait croire, en d'autres termes, que si nous pouvions revenir à une ardoise vierge – si nous pouvions comme par enchantement nous débarrasser des effets toxiques de la politique et du lobbying des grandes multinationales –, alors nous serions capables de résoudre cette crise.

Introduction

Pourtant, au printemps 1979, nous n'étions pas très loin de cette ardoise vierge. Le président américain Jimmy Carter, qui avait fait installer des panneaux solaires sur le toit de la Maison Blanche, et bénéficiait d'une cote de popularité de 46 %, venait de chapeauter la signature d'un traité de paix entre Israël et l'Égypte. "La première étape du processus de paix a enfin abouti, déclarait-il. La première étape d'une route longue et difficile." Le film *Le Syndrome chinois*, mettant en scène un grave incident dans une centrale nucléaire, caracolait en tête du box-office américain ; "Tragedy", la fameuse chanson des Bee Gees, dominait les charts. L'ouvrage de Barbara Tuchman *Un lointain miroir*, retraçant l'histoire des calamités qui affectèrent l'Europe du Moyen Âge à la suite d'un bouleversement climatique de grande ampleur, avait figuré toute l'année en bonne place sur les listes des meilleures ventes. Un puits de pétrole avait explosé au large du Mexique, dans le golfe du même nom, provoquant une fuite qui allait durer neuf mois et polluer les plages jusqu'à Galveston, au Texas. À Londonderry Township, en Pennsylvanie, un filtre à eau de la centrale nucléaire de Three Mile Island était sur le point de lâcher. Et au siège de l'ONG Friends of the Earth (Les Amis de la Terre), à Washington, un militant trentenaire, s'autoproclamant "lobbyiste environnemental", était en train de déchiffrer à grand-peine un rapport gouvernemental particulièrement dense qui allait changer sa vie.

PREMIÈRE PARTIE
DES CRIS DANS LA RUE
1979-1982

La jeune fille aux yeux fous, longs doigts blancs
Crochetés aux pierres du mur,
Les cheveux en laisse de mer, la bouche au cri
strident : importe-t-il au fond, Cassandra,
Que le peuple ait foi
En ta fontaine amère ? En vérité, les hommes
ont horreur de la vérité, ils préféreraient à tout
prendre
Croiser un tigre sur la route.

ROBINSON JEFFERS, "Cassandra", 1947



Rafe Pomerance en 1983



1

LE NŒUD DU PROBLÈME

Printemps 1979

La première allusion au fait que l'humanité était sans doute en train de détruire les conditions nécessaires à sa propre survie, Rafe Pomerance l'identifia à la page 66 du rapport gouvernemental EPA-600/7-78-019 qu'il était en train de lire. C'était un rapport technique consacré au charbon, avec une couverture noir de jais ornée de lettres beiges – l'un des nombreux rapports du genre qui s'amassaient en piles inégales dans le bureau aveugle de Pomerance, au rez-de-chaussée d'une maison de ville située près du Capitole de Washington, le siège local de l'ONG Friends of the Earth. Dans le paragraphe final d'un chapitre portant sur la réglementation environnementale, les

auteurs de ce rapport sur le charbon soulignaient que si l'on continuait de recourir aux combustibles fossiles, cela risquait, d'ici deux ou trois décennies, de provoquer des changements "significatifs et néfastes" de l'atmosphère terrestre.

Décontenancé, Pomerance s'attarda un instant sur ce paragraphe orphelin. Cette remarque semblait sortir de nulle part. Pomerance la relut une deuxième fois. Cela n'avait aucun sens. Pomerance n'était pas un scientifique ; onze ans plus tôt, il avait obtenu un diplôme d'histoire à l'université Cornell. Il avait l'allure d'un doctorant mal nourri émergeant aux aurores de la bibliothèque universitaire, avec sa veste en tweed, ses lunettes à monture d'écaille et une moustache assez épaisse qui s'affaissait, désapprobatrice, au coin des lèvres. La caractéristique la plus notable de Pomerance était sa grande taille – un bon mètre quatre-vingt-quinze – tout à fait superflue, qui semblait l'embarrasser ; il se pliait toujours en deux pour se mettre à la hauteur de ses interlocuteurs. Son visage expressif avait une nette tendance à se froisser en grimaces appuyées, voire hystériques, mais lorsqu'il se figeait, comme c'était le cas ce jour-là, alors que Pomerance relisait le rapport sur le charbon, il irradiait l'inquiétude. Pomerance avait du mal à déchiffrer ces documents techniques. Il procédait en historien : avec précaution, en examinant minutieusement la source, tâchant de lire entre les lignes. Quand cela ne suffisait pas, il passait quelques coups de fil, souvent aux auteurs du rapport eux-mêmes, qui étaient généralement